



## Cadre financier 2021/2027

[EN version herebelow](#)

### **Mobilisons-nous pour un budget européen à la hauteur des priorités politiques de l'Union**

### **Mobilisons-nous pour garantir les capacités d'agir de la fonction publique européenne**

Les discussions reprennent au Conseil pour définir le budget de l'Union pour 2021 /2027. Cette discussion est importante pour assumer les priorités politiques de l'Union et préserver les capacités d'agir de notre fonction publique.

Il y a sur la table plusieurs propositions, toutes insuffisantes par rapport aux défis qui nous attendent :

- La Commission prévoit un budget d'un montant représentant 1,11% du PIB européen, légèrement à la baisse par rapport au budget précédant, mais qui a le mérite de maintenir la voilure actuelle de la fonction publique et donc ses capacités d'agir (financées à travers la rubrique 7 du budget de l'Union).
- Le Parlement européen, comme à l'accoutumée, propose un peu plus, soit 1,3%, mais personne ne sait aujourd'hui quelle sera sa position finale.
- La présidence finlandaise actuelle du Conseil a proposé comme « compromis » une fourchette comprise entre 1,03% et 1,08% du revenu national brut, de toute façon en baisse par rapport aux propositions du Parlement Européen et de la Commission.

Certains états membres - parmi les pays qui dans les faits profitent le plus du marché unique et de la libre circulation des marchandises, de la main d'œuvre et du capital - demandent le maintien des rabais (comme les Britanniques auparavant) sous prétexte des coûts sur leur économie induits par le Brexit, alors que la proposition de la Commission avait exclu les rabais à juste titre. Contrairement aux idées reçues, les états donateurs les plus riches profitent des effets du budget de l'Union davantage que le montant de leur contribution. Ces faits ne sont pas assez connus. La Commission aurait intérêt à les diffuser.

Si un de ces scénarios à la baisse fournit la base du compromis entre Etats membres, cela aura des conséquences négatives sur les capacités d'agir de l'Union dans un contexte difficile, alors que son action est la seule à même de faire face aux défis des sociétés européennes et à leurs difficultés croissantes en matière d'inégalités.

S'agissant des dépenses de fonctionnement de la fonction publique européenne (salaires, bureaux, retraites, dépenses de santé, écoles européennes, crèche /garderies, missions, etc.), les états membres considèrent, à tort, que leur financement doit procéder uniquement d'un pourcentage du budget opérationnel. Dans cette optique, une baisse du budget général se traduirait par une baisse équivalente de la rubrique 7.

Cette approche fait l'impasse sur le fait que certaines dépenses de fonctionnement sont incompressibles (par exemple, montant des retraites à payer, ou encore écoles européennes dont le coût dépend des facteurs démographiques qui ont leurs effets sur la durée, etc.). Il en est de même pour le travail de la Commission comme gardienne des traités ou pour faire respecter l'ensemble des règlements que les états membres décident. Elle néglige aussi d'autres dépenses résultant des activités nouvelles de la Commission, comme la défense, qui requièrent le maintien, voire l'accroissement en ressources humaines. Enfin, elle oublie qu'au cours de chacune des périodes de planification antérieures, des missions supplémentaires ont été confiées, notamment à la Commission - crises migratoire, financière ou politique, par exemple - qui nécessitaient aussi des ressources additionnelles. On peut raisonnablement imaginer qu'il y en aura d'autres dans l'avenir.

Si une telle approche prévaut, la fonction publique ne sera pas en mesure de mettre en œuvre efficacement les priorités politiques de l'Union, les tâches additionnelles qui en découlent seront fortement entravées. On parle pour l'instant d'un montant d'économies à réaliser au titre de la rubrique 7 compris entre 2 et 4 milliards équivalant à un peu moins de 10% du personnel.

U4U soutient la Commission pour être offensive et défendre une position qui lui permette de faire face aux défis et qui préserve les ressources humaines de qualité qui lui seront indispensables à l'avenir. Il faut se donner les moyens de prendre en charge les intérêts de la société européenne en termes de cohésion économique et sociale, de préservation de l'environnement, de lutte contre le changement climatique, de sécurité, etc... La valeur ajoutée européenne n'est pas un luxe mais une urgente nécessité. U4U attend donc de la Commission qu'elle défende la rubrique 7 et qu'elle obtienne aussi des marges de flexibilité à la hausse pour pouvoir mieux faire face aux nouvelles tâches qui, à n'en pas douter, lui incomberont dans le futur.

U4U demande au personnel de rester vigilant et mobilisé et appelle les organisations syndicales à demander ensemble un dialogue social sur ces questions.

L'avenir de l'Union est en jeu et celui des conditions d'exercice de nos métiers aussi!



## Financial Framework 2021/2027

**Let's fight for a European budget that reflects the Union's political priorities**

**Let's take action to guarantee the European Civil Service's capacity to act**

Discussions resumed in the Council to define the Union's budget for 2021/2027. This discussion is important for upholding the Union's political priorities and maintaining our Civil Service's capacity to act.

There are several proposals on the table, all of which are insufficient for the challenges we face:

- The Commission plans a budget amounting to 1.11% of the European GDP, slightly down from the previous budget, but which has the merit of maintaining the current size of the civil service and its capacity to act (funded under heading 7 of the Union budget).
- The European Parliament, as usual, proposes a little more at 1.3%, but no one currently knows what its final position will be.
- The current Finnish Presidency of the Council has proposed a range of 1.03% and 1.08% of the gross national income as a "compromise", which is in any case lower than the proposals of the European Parliament and the Commission.

Some Member States - the countries that benefit the most from the single market and the free movement of goods, workforce and assets - demand the maintenance of rebates (like the British in the past) under the pretext of the Brexit-induced costs on their economy, whereas the Commission's proposal rightly excluded these rebates. Contrary to popular belief, the richest donor states benefit from the effects of the Union's budget more than the amount of their contribution. These facts are little known. It would be in the interest of the Commission to disseminate them.

If one of these downward scenarios provides the basis of a compromise between the Member States, it will have negative consequences on the Union's capacity to act under difficult circumstances, whilst its action is the only solution to cope with the challenges of European societies and their growing difficulties concerning inequality.

Regarding the operating expenditures of the European Civil Service (salaries, offices, pensions, healthcare costs, European Schools, nurseries/day care, missions, etc.), the Member states wrongly believe that their financing should be based on only a percentage of the operational budget. In this context, a decrease in the general budget would result in an equivalent decrease in heading 7.

This approach ignores the fact that certain operating expenditures are irreducible (for example, the amount of pensions to be paid, or even European Schools for which the cost depends on demographic factors that have effects over time, etc.). It is the same for the Commission's work as guardian of the Treaties or to enforce all of the regulations that the Member States adopt. It also overlooks other expenditures resulting from the Commission's new activities, such as defence, which require maintenance, or even the growth of Human Resources. Finally, it forgets that over the course of each previous planning period, additional missions were assigned, notably for the Commission - refugee, financial or political crises, for example - which also demanded additional resources. We can reasonably estimate that there will be others like this in the future.

If such an approach prevails, the Civil Service will not be able to effectively implement the Union's political priorities, and the additional tasks resulting from this will be severely jeopardised. For now, we are talking about savings of between 2 and 4 billion, to be made under heading 7, which is equivalent to just under 10% of the staff.

U4U supports the Commission in being offensive and defending a position that will allow it to tackle challenges and preserve the quality Human Resources it will need in the future. We must give ourselves the means to take charge of the interests of European society in terms of economic and social coherence, environmental protection, the fight against climate change, security, etc. The European added value is not a luxury but an urgent necessity. U4U therefore expects the Commission to defend heading 7 and also to increase flexibility margins in order to better tackle new tasks that they will, without any doubt, encounter in the future.

U4U asks staff to remain vigilant and active and calls on trade unions to join us in asking for a social dialogue on these questions.

The future of the Union is at stake, as are our working conditions!

24/10/2019